

Viande bovine

Les leviers de l'attractivité

Dans un contexte d'inquiétudes liées à la fermeture prochaine du site Charal Sablé, le président de la FNB, Patrick Bénézit était l'invité de la FDSEA et des JA 72 mercredi à Brains-sur-Gée, où il est largement revenu sur les actualités sanitaires et économiques de la filière.

C'est au milieu de la stabulation des Rouges des prés d'Eric Naveau que la FDSEA et les JA ont tenu un meeting avec la participation du président de la fédération nationale bovine, le cantalien Patrick Bénézit, pour un tour d'horizon des grands sujets d'actualité de la filière bovine au premier rang desquels, le sanitaire. Le directeur du GDS, Raphaël Ralu est longuement revenu sur les protocoles de soins ainsi que sur la vaccination contre la FCO 3 et 8, et la MHE, encourageant vivement les éleveurs à s'y pencher, si ce n'est déjà fait : « La FCO impacte aussi durement le cheptel bovin. En Sarthe nous avons un élevage allaitant avec 4 vaches mortes » illustrait-il. En matière de prévention, « nous avons constaté avec les vétérinaires qu'il y a moins de casse dans les élevages où il y a une bonne couverture minérale et vitaminique dans l'alimentation » assurait-il par ailleurs.

Distribuer le vaccin à grande échelle

Si les éleveurs présents ne semblaient, dans une large majorité, pas hostiles aux vaccins, c'est le timing et le coût lorsque cela n'est pas pris en charge par l'Etat qui faisaient débat. « Ca serait bien qu'on puisse vacciner l'année prochaine avant la mise à l'herbe » réclamait ainsi Jean-Daniel Etienvre, éleveur ovins et bovins à Vallon-sur-Gée. D'autant qu'on n'est pas à l'abri qu'un nouveau sérotype de FCO pointe le bout de son nez l'an-



Patrick Bénézit, entouré de Laurent Ragot, président de la section bovine FDSEA et Raphaël Ralu, directeur du GDS 72.

née prochaine, la FCO 1 étant présente en Espagne. « Sur la FCO1, en effet on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas » abonde Patrick Bénézit, qui plaide avec la FNB pour la création d'une « banque d'antigènes » qui ferait selon lui « gagner plusieurs mois sur le développement d'un vaccin ». Autre combat de la FNB, la commande publique en masse et la distribution gratuite des vaccins aux éleveurs, pour « créer une immunité collective » et surtout, « bien moins coûteuse pour les finances publiques, sujet sensible aujourd'hui, que de financer des pertes aux éleveurs impactés ». De ce point de vue, les annonces de Michel Barnier au Sommet de l'élevage, si elles comportent quelques avancées, « manquent d'engagement dans la durée » regrette-t-il, pointant notamment le risque de faire exploser la caisse du FMSE* si la FCO 8 n'est pas rebasculée sur un programme de financement de l'Etat, comme c'est le cas pour le sérotype 3.

Transmettre et installer en viande bovine

Le second volet de la journée portait sur l'économie de la production, avec l'intervention de Delphine



Laurent Ragot, président de la section viande bovine de la FDSEA

Breton, chargée de missions filière bovins viande à la Chambre d'agriculture et d'Alexis Vaugarny, représentant JA installé en naisseur engraisseur à Courceboeufs. Si gagner sa vie en production bovine spécialisée est du domaine du possible pour des exploitations en croisière, la rentabilité pour un jeune qui s'installe reste plus incertaine, bien que 2 ateliers allaitants sur 3 soient repris dans notre région. L'augmentation des capitaux à mobiliser pour produire peut faire peur. « En 30 ans, on est passé sur le réseau des fermes de références, de 150 000 € d'actif par unité de main d'œuvre en 1992 à 530 000 € en 2021 » pointait ainsi Delphine Breton. Et même si le prix des vaches a augmenté, notamment ces dernières années, le capital cheptel « est devenu moins important dans l'actif que le capital bâtiments et matériel ». Les courbes se sont croisées aux alentours de 2003 et n'ont depuis, cessé de s'éloigner. Et l'augmentation de la productivité de la main d'œuvre sur cette période n'a pas permis de contrecarrer ce phénomène, puisqu' « on a plutôt assisté à une dégradation de la rémunération de cette main d'œuvre ». Le constat est posé, et largement partagé par Patrick Bénézit : « Lorsqu'on dit qu'il manque entre 50 et 70 centimes du kilo pour les vaches, selon les indicateurs de coûts de production, malgré l'augmentation de nos prix de vente ces dernières années, on est dans le vrai ! C'est ce qui manque pour donner des perspectives aux jeunes si on veut qu'ils continuent à reprendre nos ateliers allaitants ». En outre, le président

de la FNB dénonce le fait que l'Etat ne soit « pas au rendez-vous » pour faire respecter la loi, notamment en matière d'obligation de contractualisation, imposée depuis 2 ans par la loi Egalim, mais aujourd'hui quasiment pas appliquée sur le terrain. « Le 1er ministre a dit qu'il reprendrait les travaux sur le sujet » note-t-il tout de même avec un brin d'espoir.

Mercosur : une vraie inquiétude

Alors que les pourparlers battent leur plein en ce moment entre les négociateurs de l'UE et du Mercosur et que la Commission

européenne, poussée par l'Allemagne dit « croire fermement qu'un accord est d'une importance capitale », cette posture inquiète fortement la FNB et la filière bovine française. « Même si Michel Barnier a réaffirmé la position française lors du Sommet de l'élevage, nous ne sommes pas confiants sur les suites » confiait Patrick Bénézit, pointant l'absence de mesures de réciprocité.

ARNAUD FRUCHET

* Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental

Réaction

Laurent Ragot, éleveur à Viré en Champagne, président de la section viande bovine FDSEA

La filière viande bovine a besoin d'être relancée et rapidement. Les outils dont nous avons permis le développement commencent à nous lâcher. La décapitalisation de nos cheptels doit cesser. La solution que nous défendons est un prix payé aux coûts de production. Une rémunération juste des éleveurs permettra de développer les cheptels et surtout d'installer des jeunes. Le dialogue est nécessaire pour soulever les problèmes, en essayant de trouver des solutions par la concertation malgré certains acteurs de la filière fermés. L'avenir de nos filières se joue maintenant.

Réaction

Alexis Vaugarny, éleveur à Courceboeufs, membre du bureau JA 72

Sujet phare des JA et de la Fédé, c'est Charal, et on va travailler là dessus. Une rencontre aura prochainement lieu. Nous défendrons et informerons les éleveurs. En Sarthe, nous avons de la chance d'être encore une terre d'élevage : en stage CREA à la Chambre, c'est plus de 50% des participants qui s'installeront en bovins. Le meilleur reste à venir, nos écoles regorgent de futurs éleveurs, nous ne demandons qu'à être entendus et soutenus. Nos présidents départementaux, Cyril et Denis, nous ont prouvé leur soutien au long de cette journée, pour que l'élevage de demain se construise aujourd'hui. Ensemble, nous sommes l'agriculture !



La baisse des aides Pac viande bovine en zone de plaine, et en particulier en Pays de la Loire, a également fait l'objet d'échanges fournis.